

LE TAUX SUR LA DETTE
française à 10 ans a navigué
jeudi autour de 2,4 %.
De quoi rendre plus difficile
encore l'objectif d'un retour
à un déficit public de 3 %
du PIB en 2027 pour le chef
de l'Etat ou l'application
du programme coûteux
du leader des Insoumis.

Renaud Honoré
@r_honore

Il y a un an, alors que les troupes des
différents partis se mettaient en
ordre de marche pour la grande
séquence électorale française, la
France se finançait gratuitement
sur les marchés. Mais à l'approche
du deuxième tour des législatives, la
brutale flambée des taux d'intérêt
des dettes des Etats européens per-
cute les programmes budgétaires
d'Emmanuel Macron et Jean-Luc
Mélenchon, bâtis pour des temps
plus calmes.

Jeudi, les taux sur la dette fran-
çaise à 10 ans ont encore navigué
autour de 2,4 %, alors que la Bourse
connaissait un nouveau coup de gri-
sou. « La charge de la dette va aug-
menter même si cela se fera progressi-
vement avec une maturité de la dette
à 8 ans en moyenne. En tout cas cela
va réduire nos marges de manœuvre
budgétaires », prévient Mathieu
Plane, économiste à l'OFCE.

Une hausse de 1 point du taux
d'intérêt augmente la charge de la
dette de 20 milliards à l'horizon de

10 ans (punkiques), mais des 100
de la deuxième année, la facture
augmente de 5 à 6 milliards. Problé-
matique, alors que la dette est déjà à
112,5 % du PIB.

« On peut relativiser en notant que
si les taux grimpent, c'est en réaction
à l'augmentation de l'inflation qui
peut théoriquement grignoter le taux
d'endettement. Mais si le gouverne-
ment prend des mesures coûteuses
pour contrer les effets de l'inflation
comme actuellement, alors ce raison-
nement ne tient plus », décrypte
François Ecalte, ancien magistrat à
la Cour des comptes et responsable
du site Fipeco.

Objectif peu crédible

Le prochain quinquennat sera a
priori bien différent des deux précé-
dents, qui ont vu la charge d'intérêt
baisser de 20 milliards entre 2010
et 2020 quand la dette augmentait
de 800 milliards ! « Une pression
pour un rétablissement des finances
publiques se fera sentir que ce soit
pour Emmanuel Macron ou Jean-
Luc Mélenchon, même si ce serait
moins violent pour le premier »,
estime Patrick Artus, conseiller
économique de Natixis.

Le chef de l'Etat a promis durant
la campagne un retour du déficit
public à 3 % du PIB à l'horizon 2027.
« Ça n'était pas très crédible avant, ça
l'est encore moins maintenant »,
juge François Ecalte. « La pression
sera forte à partir de 2024 si l'on
revient à des règles budgétaires euro-
péennes européennes pour la

masses fiscales se posent »,
ajoute Emmanuel Jessua, directeur
des études chez Rexecode, proche
du patronat.

Pour l'instant, la majorité ne
donne aucun signe en ce sens. Mer-
credi sur France Inter, le ministre de
l'Economie, Bruno Le Maire, a
même semblé revoir à la baisse ses
ambitions pour les économies, à
40 milliards (10 milliards sur les
retraites, 20 milliards sur l'Etat et
10 milliards sur les collectivités loca-
les) quand la feuille de route initiale
évoquait 50 milliards de finance-
ment, en plus des recettes tirées de
la croissance. Quant aux impôts, il
jure vouloir continuer à les baisser.

Une arrivée au pouvoir de la
Nupes de Jean-Luc Mélenchon sus-
citerait des inquiétudes sur les mar-
chés financiers déjà chauffés à
blanc avec la perspective de remon-
tée des taux de la Banque centrale

**« La charge
de la dette va
augmenter même
si cela se fera
progressivement
[...]. En tout cas,
cela va réduire
nos marges
de manœuvre
budgétaires. »**

MATHIEU PLANE
Economiste

en 2022 (DCE), son programme
prévoit 250 milliards d'euros de
dépenses nouvelles, qu'il jure pou-
voir financer grâce à 267 milliards
de recettes supplémentaires tirées
de la relance de l'activité et surtout
des mesures alourdissant la fiscalité
de 160 milliards d'euros.

Risque inflationniste

Des montants conséquents, aux-
quels il faut ajouter un risque infla-
tionniste accru – le programme
assume de générer un peu plus
d'inflation à court terme, quitte à
rogner les marges des grosses
entreprises pour la contenir. « Il
faut s'attendre à une dégradation du
déficit extérieur et du déficit public.
Ce qui nous menacerait, c'est de re-
venir ce qu'ont vécu l'Espagne et l'Italie
en 2011 avec une envolée des taux et
du spread avec l'Allemagne », estime
Patrick Artus.

Au sein de la Nupes, on dédrama-
tise. « Quand vous voulez sortir des
logiques économiques s'appliquant
depuis quarante ans, il est logique que
des partisans du statu quo veuillent
s'opposer et nous assumons ce rap-
port de force. Mais le programme pré-
voit la mise en place d'un pôle public
bancaire, qui pourra acheter un cer-
tain montant de dette publique pour
limiter la spéculation », assure Eric
Berr, maître de conférences en éco-
nomie à l'université de Bordeaux et
membre du parlement de la Nupes.
« De toute façon, je vois mal la BCE
cesser sa politique de rachat de dettes
publiques ou vice-versa de mettre en